



C_2016_068

**EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION**

SÉANCE DU JEUDI 30 JUIN 2016

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Finances et Conseil de Gestion

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	55

**Objet de la
délibération:
Création d'une
Autorisation de
Programme et
Crédits de
Palements (AP/CP)**

L'an deux mille seize le trente juin à dix sept heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Jutta AUGUIN, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Yves LE POULAIN, Florence LEROUX, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉ(S) :

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Anne-Marie AMOROSO pouvoir à Jacques LECOINTE, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Bernard CHARDES pouvoir à Sylvain SENES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Gérald PIERRUGUES, Anne-Marie COLOMBANI pouvoir à Jean-Daniel SANTONI, Brigitte DUBOIS pouvoir à Frédéric MARCEL, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Christine PREMOSELLI pouvoir à Florence LEROUX, Laure REIG pouvoir à Fabien MATRAS

ABSENT(S) :

Richard STRAMBIO, Gilbert BOUZEREAU, Alain HAINAUT, Grégory LOEW, Sandrine MARY-BOUZEREAU, Francine REGAZZETTI, David SONNEVILLE, Valéria VECCHIO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le :

**Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982**

Les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales disposent que les dotations budgétaires affectées aux dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme et des crédits de paiements relatifs notamment aux travaux à caractère pluriannuel.

L'autorisation de programme (AP) constitue la limite supérieure du financement d'un équipement ou d'un programme d'investissement donné. En l'absence de règlement financier, elle demeure valable sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à son annulation. Elle peut être révisée chaque année. Un programme à caractère pluriannuel est constitué par une opération prévisionnelle ou un ensemble d'opérations de dépenses d'investissement se rapportant à une immobilisation ou un ensemble d'immobilisations déterminées, acquises ou réalisées par la collectivité.

Le vote de l'autorisation de programme, qui est une décision budgétaire, est de la compétence du Conseil d'Agglomération. Il peut être accompagné d'une répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement et d'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face.

En effet, les crédits de paiement votés chaque année constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes. L'équilibre annuel budgétaire s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement inscrits au budget.

Chaque année, le projet de budget est accompagné d'une situation au 1^{er} janvier de l'exercice considéré, des autorisations de programmes votées antérieurement et de l'état de consommation des crédits correspondants. De même, au moment du vote du compte administratif, une annexe supplémentaire comporte la situation, arrêtée au 31 décembre de l'année, des autorisations de programme et de leurs crédits de paiement.

Dans le cadre de sa politique de l'Habitat, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a décidé de soutenir financièrement le développement du logement, dont notamment le logement locatif social, pour un montant total de **9 800 000€** sur la période 2016 -2022.

La ventilation de ces crédits pourrait s'opérer au regard du rythme des réalisations des programmes, pouvant présenter des disparités d'une année à l'autre, compte tenu des diverses opportunités ou encore de l'apparition de difficultés opérationnelles.

Dans ce contexte, la mise en place d'une AP/CP pour l'aide à la production de logements permet de mobiliser les crédits sur un exercice budgétaire et de pouvoir éventuellement glisser sur l'exercice suivant le résiduel le cas échéant ou au contraire de les surabonder en cas de dépassement des objectifs annuels.

Dans un esprit de rationalisation de la gestion budgétaire, il apparaît nécessaire de fonctionner au moyen d'une Autorisation de Programme, pour un montant total de **6 360 000€**, déclinée en crédits de paiement lissés sur la période 2016 – 2020 au regard du rythme des réalisations des programmes des logements concernés.

- Vu les articles L.2311-3 et R.2311-9 du Code général des collectivités territoriales portant définition des autorisations de programme et crédits de paiement ;
- Vu le décret 97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement ;
- Vu l'instruction comptable M 14 ;
- CONSIDERANT le contenu technique de la mission d'élaboration du Programme Local de l'Habitat et le phasage prévu pour la réalisation des travaux d'études.

- CONSIDERANT que le Plan Pluriannuel des Investissements **est arrêté à 6 360 000€** pour cette compétence ;
- CONSIDERANT que cette opération se poursuivra sur 5 exercices budgétaires de 2016 à 2020.
- CONSIDERANT que la gestion financière de cette opération en procédure AP/CP offre une meilleure lisibilité en ne faisant pas supporter sur un seul exercice l'intégralité de la dépense pluriannuelle mais les seules dépenses à régler au cours de l'exercice.

Montant des crédits de paiement

Opération	AP	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022
Production LLS (part CAD)	6 000 000	994 000	801 500	801 500	801 500	801 500	900 000	900 000
Centres anciens - incitation à la réhabilitation du parc privé (OPAH, ou autres dispositifs)	1 000 000	0	37 500	62 500	200 000	200 000	250 000	250 000
Centres anciens - acquisition amélioration	800 000	318 000	110 500	110 500	110 500	110 500	40 000	
Subvention pour surcharge foncière	1 000 000	0	112 500	112 500	112 500	112 500	250 000	300 000
PIG - réhabilitation précarité énergétique	1 000 000	45 000	101 250	101 250	101 250	101 250	250 000	300 000
	9 800 000	1 357 000	1 163 250	1 188 250	1 325 750	1 325 750	1 690 000	1750000

Montant des crédits de paiement

Opération	AP	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP 2022
Production LLS (part CAD)	6 000 000	994 000	801 500	801 500	801 500	801 500	900 000	900 000
Centres anciens - incitation à la réhabilitation du parc privé (OPAH, ou autres dispositifs)	1 000 000	0	37 500	62 500	200 000	200 000	250 000	250 000
Centres anciens - acquisition amélioration	800 000	318 000	110 500	110 500	110 500	110 500	40 000	
Subvention pour surcharge foncière	1 000 000	0	112 500	112 500	112 500	112 500	250 000	300 000
PIG - réhabilitation précarité énergétique	1 000 000	45 000	101 250	101 250	101 250	101 250	250 000	300 000
	9 800 000	1 357 000	1 163 250	1 188 250	1 325 750	1 325 750	1 690 000	1750000

En conséquence et au vu de l'avis favorable de la Commission « Finances » réunie le 29 juin 2016, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver la création de l'Autorisation de Programme et Crédits de Paiement (AP/CP) ci-dessus présentée.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 30 juin 2016

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de l'adite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.